

Sourd à la colère qui gronde, Macron creuse la fracture sociale



Il devait s'attaquer au chômage. Relancer la croissance. Réduire la dépense publique. Dix-huit mois après l'accession au pouvoir de Macron, les Français constatent qu'il n'en est rien. Pire, ils ne croient même plus au succès de sa politique économique.

Selon un sondage IFOP pour le JDD du 28 octobre, 84 % des Français estiment même que leur pouvoir d'achat a diminué depuis l'élection de Macron et qu'il ne repartira pas à la hausse d'ici la fin du quinquennat.

Les Français sont désabusés. Ils prennent conscience qu'on les a trompés, une fois de plus. Qu'on leur a fait croire que le

jeune banquier d'affaires qui venait de s'installer à l'Élysée allait changer le cours de leur vie abîmée depuis des années par des gouvernements de droite et de gauche confondus.

La politique ? Voilà longtemps qu'ils étaient nombreux à ne plus y croire jusqu'à désertier les bureaux de vote. S'ils se rendaient dans l'isoloir, c'était pour glisser dans l'urne un bulletin Front national, juste pour faire un bras d'honneur au système. Un vote de protestation et de rejet à l'égard de cette classe politique si éloignée de leurs préoccupations quotidiennes.

Cette France qui souffre. Cette France des déclassés. Cette France des travailleurs pauvres. De ceux qui se lèvent tôt pour gagner un salaire de misère. Cette France des « gens qui ne sont rien ». Cette France des exclus et des méprisés qui subissent et se privent de tout relève aujourd'hui la tête. Bien décidée à se battre. À défier le pouvoir. Question de survie. Question de fierté aussi !

Quelle est belle, cette France qui refuse la fatalité. Cette France patriote, fière de brandir son drapeau tricolore et de chanter l'hymne national. Cette France française où se côtoient toutes les générations et les corps de métiers. Cette France du courage et de la dignité où les femmes prennent toute leur place à côté des hommes. Malgré le vent, la pluie, la neige, le froid glacial de la nuit, elles sont là, vaillantes et déterminées. Mères de famille, parfois grand-mères, elles sont présentes partout. Femmes courage, elles ne veulent rien lâcher. Leur combat est essentiel. Elles savent que l'avenir de leurs enfants et petits-enfants est en jeu. Elles n'ont pas le choix. Elles iront jusqu'au bout.

Révolte aussi soudaine qu'atypique

C'est ce que le pouvoir commence à réaliser. Surpris par cette révolte des « Gilets jaunes » aussi soudaine qu'atypique, il a cru que le mouvement allait se limiter à la journée du 17 novembre. Grossière erreur. Il n'avait pas pris la mesure de

l'ampleur de la colère qui grondait depuis longtemps.

Pourtant, les signaux ne manquaient pas. Depuis plusieurs mois, les députés de la République en marche faisaient remonter à Paris l'exaspération des habitants de leur circonscription. Gérard Collomb, l'ancien ministre de l'Intérieur, avait mis Macron en garde avant de démissionner. En vain ! Le locataire de l'Élysée s'était coupé du peuple, enfermé solitaire dans sa tour d'ivoire.

Et aujourd'hui, il se prend en pleine tête le retour de bâton. La hausse des taxes sur les carburants a été la mesure de trop qui a servi de détonateur à la colère du peuple. Une colère longtemps contenue qui se libère et cible Macron et sa politique. Le mouvement des « Gilets jaunes » est largement soutenu par l'opinion tandis que la cote de popularité du chef de l'État dégringole dans les sondages à 25 % d'opinions favorables.

Muré dans ses certitudes, le pouvoir se montre décidé à « garder le cap ». Malgré cette jacquerie qui, au fil des jours, se radicalise, il semble même prendre un malin plaisir à l'attiser par des déclarations qui ne vont pas dans le sens de l'apaisement. Une politique de l'autruche incompréhensible dans un pays démocratique.

Démonstration de force

Car c'est jouer avec le feu que de répéter comme un mantra avoir entendu et comprendre « la colère » mais aussi « la souffrance » et ne pas y répondre. C'est ainsi que naissent les révolutions ! Surtout que ces hommes et ces femmes révoltés qui agissent de manière autonome et imprévisible en dehors de toute organisation structurée sont prêts à tout pour obtenir satisfaction. Samedi prochain, ils « monteront » à Paris pour une démonstration de force. Nul ne peut dire aujourd'hui comment les événements tourneront.

Cette hausse de la fiscalité sur les carburants à l'origine de

la révolte des « Gilets jaunes » creuse un peu plus la fracture sociale que dénonçait déjà Jacques Chirac. Une fracture sociale qui se double d'une fracture territoriale (dixit Bruno Lemaire) entre les grandes agglomérations et les petites villes et villages de la province. On peut vivre sans voiture à Paris et dans les grandes villes qui disposent de tous les moyens de transport en commun. On ne peut pas se passer de sa voiture quand on habite à la campagne.

Le Breton Jean-Yves Le Drian l'a bien compris, qui s'inquiète des décisions prises par le gouvernement pour favoriser la transition énergétique. « Il faut être vigilant dans la mise en œuvre de ces mesures d'accompagnement, a déclaré le ministre des Affaires étrangères. Il faut faire attention à ce que ce ne soit pas au détriment de certaines catégories sociales », avant de mettre en garde contre « les distorsions dans les conséquences de la transition énergétique pour certaines personnes qui le vivent très mal, car elles ont toutes les conséquences et pas les avantages ». Une critique de la politique gouvernementale en réaction à la colère des « Gilets jaunes » qui ne sera pas du tout appréciée par l'Élysée. On ne serait pas étonné d'apprendre d'ici quelques semaines la démission de Jean-Yves Le Drian, pourtant un fidèle parmi les fidèles de Macron, tout comme l'était Gérard Collomb, l'autre vieux sage provincial de l'équipe gouvernementale qui, faute d'avoir été entendu, a démissionné comme ministre de l'Intérieur pour reprendre son écharpe de maire de Lyon.

À suivre !

Alain MARSAUGUY